

**KARIM TABBOU  
DANS UN MEETING  
À SOUK EL-THENINE  
«Les candidats  
sont le premier  
comité de soutien  
pour Bouteflika»**

La petite ville de Souk El-Thenine, dans la daïra de Maâtkas, a vibré hier matin au rythme d'un meeting populaire organisé par la section locale du plus vieux parti d'opposition et animé par son premier secrétaire national, Karim Tabbou.

Environ 200 personnes ont assisté à ce rassemblement au niveau de la place publique municipale.

D'emblée, le numéro deux du FFS abordera l'élection présidentielle du 9 avril, où son parti compte mener une grande campagne pour un boycott actif de ce qu'il qualifie de mascarade.

«Les candidats sont le premier comité de soutien pour Bouteflika. Ils ne sont que des soumissionnaires pour un marché juteux !»

Ainsi, il fera une révélation à l'assistance, en majorité acquise, sur une note confidentielle de Zerhouni «évoquant l'envoi, en mission d'urgence, de militaires dans les 67 communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, non pour sécuriser les citoyens, mais plutôt pour renflouer les listes électorales sur lesquelles ils sont déjà inscrits».

Bien plus, il estimera qu'il est scandaleux que des imams prêchent une fetwa, considérant que l'acte de voter est un devoir spirituel. «Le pouvoir est en train de paniquer, car il sait pertinemment que le peuple ne votera pas, même si tout est mis en branle pour ce faire.»

Tabbou n'a pas manqué d'évoquer les étudiants que le pouvoir veut leurrer, avec cette augmentation de 50% de leur misérable bourse, en les inscrivant d'office sur les listes électorales de leurs universités respectives.

Le premier secrétaire national de la formation chère à Hocine Aït-Ahmed a évoqué également l'effacement de la dette des agriculteurs.

«Ce sont les agriculteurs de Hydra et Ben-Aknoun qui ont bénéficié de ce cadeau, non les vrais paysans qui n'ont rien eu.»

L'orateur a rappelé les positions de son parti durant les différents rendez-vous politiques.

«Le FFS a toujours choisi son parti, le peuple», dira-t-il, sous les applaudissements des militants et sympathisants de cette formation. Signalons enfin que le meeting s'est déroulé dans le calme et qu'aucun incident n'est à déplorer.

**Kamel A.**

**À QUELQUES JOURS DU LANCEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE**  
**Alger ne croit pas au vote**

*Le coup d'envoi de la campagne électorale précédant l'élection présidentielle aura lieu jeudi prochain. Pourtant, dans les artères de la capitale, rien ne semble annoncer un tel événement et seuls quelques panneaux d'affichage ayant fait leur apparition çà et là attirent le regard des passants.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - A quelques jours du lancement officiel de la campagne électorale, les prémices du rendez-vous électoral ne semblent pas très visibles dans les artères et quartiers de la capitale.

Les Algérois vaquent à leurs occupations alors que dans quelques jours, jeudi prochain plus exactement, avec le coup d'envoi de la campagne, ils seront courtisés par les équipes des six candidats en lice.

Alger qui a, ces dernières années, voté avec beaucoup de réticences, en témoignent les taux de participation particulièrement faibles, semble, encore une fois, devoir passer l'épreuve des urnes.

Curieusement pourtant, quatre jours avant le jour J,

peu de signes annoncent l'événement minutieusement préparé par les équipes de campagne des six candidats.

Quelques panneaux d'affichage ont fait leur apparition dans les rues d'Alger. Numérotés de un à six, ils attendent les portraits des candidats à l'élection présidentielle.

Aux abords des directions de campagne aussi, aucune activité particulière n'est visible.

Au cours des semaines passées et dès que Bouteflika a annoncé sa candidature, ses portraits ont orné boutiques, murs de quartiers et stades. Même des véhicules utilitaires qui ont sillonné la capitale ont arboré les affiches représentant le président candidat. Depuis, ces actions zélées

ont quelque peu disparu, en prévision apparemment de la grande campagne sur laquelle planche l'équipe du candidat. Les autres prétendants à la magistrature suprême ont, eux, fait montre de plus de discrétion.

Alger vit plutôt actuellement au rythme d'un début de vacances de printemps et un grand nombre d'Algérois interrogés disent attendre et voir venir. Pourtant, lors du meeting tenu ce week-end par les dirigeants de l'équipe de campagne de Bouteflika, la capitale devra jouer un grand rôle pour booster le taux de participation.

Pour l'instant, beaucoup reste à faire pour les six directions de campagne pour réveiller l'intérêt des Algérois désabusés, habitués à boudier superbement les urnes.

«Nous exigeons un maximum, dites-le aux candidats et surtout au président. A ce jour, nous n'avons eu droit qu'à des promesses. Alors, à quoi bon voter ? Nous verrons

le jour J...», s'exclame en chœur un groupe d'étudiants rencontrés aux abords de l'université d'Alger.

Plus loin, un groupe de sexagénaires, qui prend le soleil dans un jardin public de la capitale, explique dans un joyeux désordre qu'ils se dirigeront vers les centres de vote le 9 avril.

«Je n'ai raté aucun rendez-vous électoral au cours de ma vie et je ne ferai pas exception cette fois-ci. Et mes enfants ont intérêt à faire leur devoir aussi», confie l'un d'eux pendant que ses compagnons acquiescent.

Dans les principales artères de la capitale, les passants sont, comme toujours, pressés et peu d'entre eux concèdent de perdre un temps précieux pour parler des élections, souligne une jeune fille. «Qu'est-ce que cela va nous apporter ? Je suis étudiante et je redoute le chômage en voyant ce qui se passe autour de moi, mon diplôme n'est même pas accepté à l'étran-

ger...», explique, avec amertume, Lila.

Un groupe de femmes travaillant dans une banque et profitant de leur pause-déjeuner pour prendre l'air, ne semblent pas d'accord avec la jeune fille et lui expliquent qu'elles n'ont jamais raisonné de cette façon et qu'elles iront certainement voter en dépit de leur mal-vie. «Nous supportons comme tous les Algériens la hausse vertigineuse des prix, la mauvaise qualité de l'enseignement prodigué à nos enfants, la transformation d'une société que nous ne reconnaissons plus, mais voter nous permet, même si cela est évidemment une illusion, de penser que nous pouvons encore accomplir un devoir et espérer voir changer les choses.»

A partir de jeudi prochain, et tout au long de 21 jours de campagne électorale, les candidats devront trouver la bonne formule pour réconcilier les Algérois avec les urnes.

**F.-Z. B.**

**PRÉPARATION DU SCRUTIN EN FRANCE**

**Ou comment éviter une forte abstention**

*«Réaffirmer la neutralité de l'Etat et examiner comment cette neutralité peut s'exprimer à travers toutes les étapes de préparation et de déroulement du scrutin présidentiel.» C'est ce qu'a expliqué vendredi M. Missoum Sbih, ambassadeur d'Algérie en France, au cours d'un point de presse. C'est aussi, selon lui, la démarche retenue, conformément à la directive présidentielle et qu'il a eu à développer au cours d'une tournée qui a duré 40 jours et qui l'a mené dans les 18 circonscriptions consulaires.*

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

Comment assurer la coordination ? Comment informer la communauté des modalités pratiques du scrutin ? Et enfin comment sensibiliser les électeurs de France sur «la nature des enjeux de ce scrutin» : ce sont là les trois volets développés au cours de sa tournée.

Manifestement, c'est ce dernier volet qui pose le plus de problèmes et l'ambassadeur ne s'en cache pas. Il faut rappeler, en effet, que la communauté en France déserte de plus en plus les urnes : 33% des électeurs algériens en France ont pris part à la présidentielle de 2004 et seulement 14% aux dernières législatives. Ce sont là les chiffres officiels.

Dès lors, comment amener les 776 218 électeurs algériens en France à se rendre aux urnes ? Par la plus grande régularité dans la préparation et le déroulement du scrutin et par sa transparence, répond l'ambassadeur.

La mise en œuvre pratique de ces principes, ajoute-t-il, a été exigée à tous les consuls généraux et consuls à qui l'ambassadeur a suggéré de réunir les représentants des candidats pour les informer de la mise en œuvre de ces modalités : «Je leur ai suggéré de manier les conditions de transparence avec le plus grand doigté».

Pour nous en convaincre, l'ambassadeur évoque la question de la prise en charge par les consulats du transport des électeurs par bus jusqu'aux bureaux de vote, pratique dénoncée lors des derniers scrutins

et considérée comme un véritable scandale et une pression mise sur les électeurs. Cette année, «le transport ne sera mis en œuvre que s'il n'y a pas de réserves exprimées par les représentants des candidats».

Lorsqu'un confrère pose la question de savoir si tous les candidats (les six) ont des représentants en France, l'ambassadeur répond qu'il n'en sait rien. Comme lors de chaque scrutin, une décentralisation des lieux de vote a été opérée pour «être au plus près de la concentration d'électeurs. Seuls un ou deux consuls ont considéré que cette décentralisation était contreproductive», a précisé l'ambassadeur.

Au-delà de l'information sur les modalités de mise en œuvre du scrutin qui sera fournie aux représentants des candidats, ces derniers auront «à constater par eux-mêmes» et en présence d'observateurs internationaux» de cette transparence et de la régularité, a encore expliqué l'ambassadeur.

L'information est le deuxième volet d'action dans cette phase de préparation du scrutin par l'ambassade et les services consulaires. «Votez pour qui vous voulez, mais votez pour exercer vos droits civiques dans des conditions normales et en toute liberté.» C'est le message central rappelé, nous dit l'ambassadeur, à toutes les associations pour qu'elles le déclinent à leur tour afin de mobiliser les électeurs.

D'évidence et plus encore que dans le pays, l'essentiel est de prendre part au vote, le résultat de ce

dernier ne faisant pas mystère. Mais comment justement sensibiliser les électeurs et les réconcilier avec les urnes ? C'est le volet le plus délicat, avoue l'ambassadeur qui tente d'argumenter par les enjeux de ce scrutin et par la comparaison osée avec le scrutin présidentiel en France et le dernier aux Etats-Unis : les citoyens en France comme aux Etats-Unis ont participé massivement aux élections présidentielles, «parce qu'ils ont pris conscience de l'importance des enjeux».

Son Excellence a juste comparé l'incomparable et commis une omission de taille : a-t-on vu en France et aux Etats-Unis l'opposition légale interdite de médias lourds accordés au pouvoir en place ? Aurait-on accepté ici en France ou aux Etats-Unis une modification de la constitution dans la forme et dans le fond comme cela s'est passé chez nous pour garantir un troisième et énième mandat au candidat sortant ? Aurait-on permis dans ces deux pays qu'un candidat sortant puisse, en toute quiétude, et tout d'un coup à la veille d'un scrutin, et comme s'il s'agissait de ses propres deniers, ouvrir les

vannes financières pour pouvoir ratisser large ?

«Il ne faut pas perdre de vue d'où nous venons : une économie en stagnation, une image à l'extérieur détériorée et depuis quelques années nous enregistrons le rétablissement sécuritaire, la réalisation de réformes institutionnelles et des réformes économiques, même s'il reste beaucoup à faire.»

Cet argument est celui développé par l'ambassadeur, autrement dit, le candidat sortant, Bouteflika, a fait beaucoup. Lorsque nous lui faisons remarquer cet appel du pied déguisé sous forme de bilan positif du candidat sortant, M. Missoum Sbih nous rétorque qu'il s'agit là de rappeler simplement et mettre en évidence l'enjeu de ce scrutin pour le pays et c'est ensuite aux représentants des candidats de faire le reste.

«J'ai conscience des limites de ma mission, les électeurs voudront discuter des programmes.» Et de conclure : «Il n'y aura pas d'interférence dans la campagne électorale, et ce, conformément aux instructions du chef de l'Etat.»

**K. B.-A.**

**CORPS ÉLECTORAL EN FRANCE**

Les dernières statistiques publiées par l'ambassade donnent des éléments très détaillés sur le nombre d'électeurs ; le nombre de ces derniers par circonscription, par tranche d'âge et par sexe globalement et par poste consulaire et la liste des bureaux de vote fixes et délocalisés par circonscription.

**Nombre total d'électeurs inscrits en France : 776 218**  
dont : Bobigny (nord de Paris) constitue la plus forte concentration (79 053) suivie de Vitry-sur-Seine (sud de Paris) avec 79 053 électeurs.

**Nombre d'électeurs féminins : 330 115**  
**Nombre d'électeurs masculins : 446 103**  
**Nombre d'électeurs de 18 à 20 ans : 9 747**  
**Nombre d'électeurs de 21 à 30 ans : 100 897**  
**Nombre d'électeurs de 31 à 40 ans : 168 895**  
**Nombre d'électeurs de 41 à 50 ans : 149 172**  
**Nombre d'électeurs de 51 ans à 60 ans : 112 476**  
**Nombre d'électeurs de plus de 60 ans : 235 033**

**Nombre de bureaux de vote : 134, dont 76 délocalisés.**